

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 Auxerre

Auxerre, le 24/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE

49 route d'Auxerre
89470 Monéteau

Références : 260085
Code AIOT : 0024900064

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement 110 BOURGOGNE implanté "Les Quarreaux" 89160 Pacy-sur-Armançon. L'inspection a été annoncée le 22/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection. Elle vise à s'assurer que l'exploitant respecte bien les principales prescriptions liées au risque industriel d'explosion et de pollution des eaux, notamment celles qui avaient fait l'objet de non-conformités mineures en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE
- "Les Quarreaux" 89160 Pacy-sur-Armançon
- Code AIOT : 0024900064
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée de 6 silos de stockage de grains (blé, orge, colza, avoine,...).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Documents à transmettre ou à garder à disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 2.7	Demande d'action corrective	3 mois
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installation de prélèvement d'eaux	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.1.2	Sans objet
2	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.1.3	Sans objet
4	Valeur limites d'émission des eaux pluviales avant rejet	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.3.9	Sans objet
5	Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 5.1.4	Sans objet
7	Découplage	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.2.4	Sans objet
8	Nettoyage	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.4	Sans objet
10	Moyens	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	article 7.6.2	
12	Gestion des incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.6	Sans objet
13	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été relevées concernant :

- la périodicité annuelle non respectée pour l'analyse des rejets aqueux du site,
- l'absence d'exercice annuel de défense contre l'incendie.

Par ailleurs, la deuxième citerne incendie de 120 m3 enterrée n'a pas fait l'objet de réception par le SDIS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installation de prélèvement d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : ...Dès lors que les installations seront raccordées, le pompage d'eau de la nappe sera interdit et condamné. L'abandon de l'ouvrage sera signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement. L'ouvrage abandonné sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.
Constats : <u>Non-conformité n° 1 - inspection du 05/05/2021</u> : L'exploitant n'a pas procédé au comblement de l'ouvrage de prélèvement d'eau. Il indique d'une part, l'absence de source de pollution sur le site et d'autre part, l'augmentation du risque d'inondation des installations du fait du comblement du puits. L'exploitant doit justifier les éléments de réponse apportés et le cas échéant, proposer une solution équivalente qui permettra d'assurer l'absence de pollution des nappes souterraines par le puits. L'exploitant indique que cet ouvrage sert à réguler le risque d'inondation du silo (pompes vide cave intégrées à celui-ci) et que son comblement n'est pas envisageable. Il a sécurisé la tête du point de captage en l'entourant d'un muret de quelques centimètres et en le fermant par une plaque (vu sur site). Il a mis en place une procédure "fonctionnement de la captation des eaux souterraines" pour expliquer le fonctionnement des pompes vide cave notamment. Un paragraphe de la procédure indique la mise en place d'un périmètre de protection autour du regard qui doit être maintenu propre et où sont notamment interdits les stockages de produits susceptibles de polluer les eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Protection des réseaux d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes seront installés pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.
Constats : <u>Demande de complément - inspection du 05/05/2021</u> : L'exploitant transmettra tout document justifiant de la présence sur le site, d'un dispositif de disconnexion en vue de protéger le réseau d'eau potable, au plus tard 1 mois après réception du rapport. A défaut, il prendra les dispositions nécessaires pour en installer et indiquera le délai pour cela. Suite à la dernière inspection de 2021, l'exploitant a fourni un mail du 12/05/2021 de SUEZ chargé des travaux de raccordement du silo au réseau d'eau potable. Il indique "comme tout branchement neuf, il est posé un clapet anti-retour après le compteur mais l'entretien et son remplacement le cas échéant sont à la charge de l'abonné". La présence effective du clapet n'a pu être constatée lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Documents à transmettre ou à garder à disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 2.7

Thème(s) : Situation administrative, /

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les documents suivants :

Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
Installations électriques	annuelle
Rejet d'eaux pluviales	annuelle
Moyen de lutte contre l'incendie	annuelle
Installation de protection contre la foudre	en fonction de l'arrêté ministériel en vigueur
Niveaux sonores	tous les 5 ans

Constats :

Non-conformité n° 2 - inspection du 05/05/2021 : Les contrôles des eaux pluviales et des niveaux acoustiques ne sont pas réalisés selon la périodicité définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation : annuelle pour le premier et tous les 5 ans pour le dernier.

L'exploitant a fourni :

les comptes-rendus de vérification périodique des installations électriques (Q18) du 14/08/2025 pour les différents silos (A,B,C,D,E,F) indiquant une "absence de danger constaté",

- les analyses du rejet d'eaux pluviales du 02/02/2026 ; cependant les précédentes analyses dataient de 2021,
- la vérification des moyens de lutte contre l'incendie (extincteur / colonnes sèches) du 27 et 31/10/2025,
- le rapport de vérification périodique des installations de protection foudre du 04/08/2025,
- le rapport d'étude d'impact sonore du 16/09/2021 qui conclut à une conformité aux exigences de l'arrêté préfectoral du site. L'exploitant prévoit de refaire des mesures en automne 2026 (périodicité quinquennale).

Non-conformité : la périodicité annuelle pour l'analyse des rejets d'eaux pluviales n'est pas respectée.

L'exploitant a indiqué qu'un fichier de suivi avait été mis en place en 2025 pour s'assurer de respecter la périodicité annuelle pour l'analyse des rejets d'eaux pluviales.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeur limites d'émission des eux pluviales avant rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, /

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
MES	35
DCO	50
Hydrocarbures totaux	5

Constats :

Non-conformité n° 3 - inspection du 05/05/2021 : Les valeurs des paramètres DCO et MES de l'année 2017 sont non-conformes aux valeurs limites d'émission. L'exploitant transmettra les résultats d'analyses de l'année 2021.

Suite à la dernière inspection de 2021, le rapport d'analyses des eaux pluviales du 28/10/2021 avait été fourni et présentait encore une non-conformité en hydrocarbures totaux (26.4 mg/l pour 5 mg/l).

Les dernières analyses des échantillons prélevés le 02/02/2026 respectent les valeurs limites d'émissions.

Néanmoins, voir point de contrôle n° 3, la périodicité n'est pas respectée pour le contrôle du rejet des eaux pluviales.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, /
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : <u>Non-conformité n° 4 - inspection du 05/05/2026 :</u> L'exploitant n'a pas pu présenter un bordereau de suivi des déchets (BSD) du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant transmettra à l'Inspection la copie du dernier BSD du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a fourni le bordereau de suivi des déchets dangereux pour la vidange de son séparateur d'hydrocarbures des 27 et 29/01/2026 réalisé par la SARL C.D.I. pour une quantité de 12 t.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
Constats : <u>Non-conformité n° 5 - inspection du 05/05/2021 :</u> L'absence d'équipements de protection contre la foudre, constitue une non-conformité à l'article 20 de l'arrêté du 19/07/2011 précité, considérée comme majeure par l'Inspection, avec proposition de suite administrative. Néanmoins, l'exploitant a transmis un devis signé fin janvier 2021 auprès de la Société Alsacienne de Paratonnerre (SAP). Il indique une intervention du 25 au 27 mai 2021. Au vu des délais annoncés, l'Inspection ne proposera pas de suite administrative dans l'immédiat et dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'exploitant doit communiquer le bon d'intervention de la SAP au plus tard le 31 mai 2021 ;• l'exploitant doit communiquer à l'Inspection la date d'intervention de l'organisme choisi pour le contrôle annuel 2021 de vérification de la foudre suite à l'intervention de la SAP et ce, au plus tard le 31 mai 2021. Il transmettra le bon de commande signé pour le contrôle qui doit intervenir au plus tard 2 mois après la réalisation des travaux de la SAP ;• l'exploitant doit transmettre le rapport de vérification de la foudre à l'Inspection, dès réception de celui-ci. Suite à l'inspection de 2021, l'exploitant a indiqué avoir réalisé des travaux de mise en conformité de ses installations de protection contre la foudre en mai et octobre 2021.

<p>Il a fourni le rapport de vérification périodique des installations de protection foudre du 04/08/2025 indiquant une " installation correctement entretenue, remédier toutefois à l'observation signalée dans ce rapport ". L'observation indique un test de fonctionnement non réalisé sur les 3 paratonnerres à dispositif d'amorçage (PDA) en l'absence de mise à disposition du dispositif d'essai prévu par le fabricant du PDA.</p> <p>L'exploitant indique une étude en cours pour y remédier et pouvoir faire un contrôle à distance des PDA (les PDA actuels devant être contrôlés en local, sur les toits des silos qui n'ont pas d'accès).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un découplage, assuré par des portes d'une résistance supérieure à 40 mbars, est réalisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • entre la tour de manutention commune aux silos A et B et les galeries du silo A, • entre la tour de manutention commune aux silos A et B et les galeries du silo B, • entre la tour de manutention du silo B et la galerie supérieure du silo A.
<p>Constats :</p> <p><u>Observation n° 5 - inspection du 05/05/2021</u> : L'exploitant doit transmettre les documents attestant des conditions requises pour les portes de découplage en terme de résistance.</p> <p>Suite à la dernière inspection, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un rapport de vérification des cloisons de découplage du 15/07/2021 réalisé par la société Cérès préconisant des renforcements pour certaines d'entre elles, • une facture du 31/01/2022 de la société Yonne Métal pour des travaux de renforcement de cloisons de découplage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats : Un cahier de nettoyage a été présenté. Il indique les installations nettoyées, à quelle date et intègre une procédure associée pour le nettoyage. La propreté des installations visitées a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Définition générale des moyens
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'exploitant dispose d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter : <ul style="list-style-type: none"> ◦ le plan des installations avec indication : • des phénomènes dangereux susceptibles d'apparaître, • des mesures de protection permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher la propagation, • des moyens de lutte contre l'incendie, • des dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. ◦ les stratégie d'intervention en cas de sinistre, ◦ la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement. L'exploitant organise, au moins tous les ans un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre des procédures d'intervention.
Constats : L'exploitant a présenté : <ul style="list-style-type: none"> • un plan de sécurité et de stockage du site, • une procédure de conduite à tenir en cas d'urgence et une pour l'utilisation des extincteurs. L'exploitant n'a pas souvenir de la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie sur site. <u>Non-conformités :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Les différentes procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence n'ont pas été transmises au service de secours. • L'exploitant n'a pas organisé, au moins tous les ans, un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre des procédures d'intervention. L'exploitant s'est engagé à se rapprocher du SDIS et à prévoir, sous 3 mois, un exercice de défense contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.2
--

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
--

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser le contrôle des extincteurs du site le 31/10/2025 et celui des colonnes sèches le 27/10/2025.

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.6.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau
--

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques réalisée.

L'exploitant dispose a minima :

- d'une réserve d'eau d'extinction incendie de 240 m3, répartie en deux cuves de 120 m3 disposées sur les cotés Sud et Nord des silos E et F,
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles.

Constats :

L'exploitant possède :

- 120 extincteurs sur site,
- 1 citerne aérienne (bâche) de 120 m3 référencée sur le logiciel REMOCRA du SDIS (n° 89284_6),
- 1 citerne enterrée pour laquelle l'exploitant indique un volume de 120 m3 mais non référencée par le SDIS ni indiquée sur site.

Demande de complément : l'exploitant doit justifier de la disponibilité de la citerne enterrée, de son volume de 120 m3 et la faire réceptionner par le SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Gestion des incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'a pas eu d'accident / incident sur les silos de Pacy sur Armançon depuis a minima 2019 (entrée en fonction du responsable QHSE actuel). Il indique suivre via un fichier excel les différents incidents/accidents survenus au niveau de tous les sites du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.
Constats : L'exploitant indique que la formation du personnel est suivie via un fichier excel pour l'ensemble du groupe. Les formations principales pour le personnel du silo sont notamment sur les risques Incendies et Explosion de Poussières (IEP), formation équipier de 1ère intervention. Des attestations de formation de 2023 pour le responsable de silo ont été présentées.
Type de suites proposées : Sans suite